

Unité interdépartementale de la Savoie et Haute-Savoie
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le 25 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCOP Alpine Aluminium (ex Alpine Industrie)

74 avenue de la République
Cran Gevrier, 74 960 ANNECY

Références : 20240322-RAP-RapportInspectionAlpineAluminium.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 mars 2024 dans l'établissement de la SCOP Alpine Aluminium implanté 74 Avenue de la République Cran Gevrier, 74 960 ANNECY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPINE ALUMINIUM
- 74 avenue de la République Cran Gevrier 74 960 ANNECY
- Code AIOT dans GUN : 0006104583
- Régime : Autorisation
- Non Seveso
- IED – MTD

Présentation générale de l'établissement

La société SCOP Alpine Aluminium exploitait à Annecy – Cran-Gevrier une usine de transformation d'aluminium autorisée par arrêté préfectoral du 11 mars 2010, mis à jour le 19 octobre 2018, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Les activités du site ont été physiquement arrêtées en 2019, mais la procédure réglementaire relative à la mise à l'arrêt définitif des installations classées pour la protection de l'environnement n'a pas été conduite à son terme.

Les activités de l'établissement correspondaient aux installations visées dans le tableau ci-après :

Rubrique	Activité	Niveau présent sur le site	Régime :
3250.3.b	Transformation des métaux non ferreux : fusion de métaux non ferreux incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	1 four de fusion de capacité 120 t/j	A
2560.1	Travail mécanique des métaux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1 000 kW	4 laminoirs, 1 scalpeuse, 9 lignes de parachèvement pour une puissance totale de 10 000 kW	E

2565.2.a	Traitement de surface de métaux par voie chimique ou électrolytique, le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres	3 bains de dégraissage, conversion, passivation, 12 750 litres	A
4110.2.a	Substances et mélanges liquides classées pour toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg	3 conteneurs de produit de conversion, pour une quantité totale de 3 200 kg	A
2940.2.a	Application, cuisson, séchage de vernis et peintures lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour	Application par enduction d'environ 8 t/j	A
4331.3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Vernis et solvants de catégorie 2 pour une quantité totale de 60 t	D
2910.A.2	Installation de combustion, l'installation consommant du gaz naturel, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	4 fours de réchauffage et de recuit, et 3 chaudières pour une puissance totale de 12,5 MW	D
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	5 fours de recuit	D
4725.2	Oxygène, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieure à 200 tonnes	12,7 tonnes	D

L'activité de l'établissement est en outre visée par la rubrique 2.5 b de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive IED.

Liquidation judiciaire et changement d'exploitant

Par un premier jugement du 3 décembre 2019, le tribunal de commerce d'Annecy a prononcé la liquidation judiciaire de la société. La SELARL Luc GOMIS, en la personne de Maître Luc GOMIS, a été désignée liquidateur. Après le décès de Maître GOMIS, la SELARL MJ Synergie, représentée par Maître François-Charles DESPRAT a été désignée liquidateur.

Par un second jugement du 3 décembre 2019, le tribunal de commerce d'Annecy a arrêté un plan de cession des actifs de la société au profit des sociétés SAMFI INVEST et INDUSTRY avec faculté de substitution au profit des sociétés HOLDCO 10, HOLDCO 11 et HOLDCO 12 dont les dénominations ont été modifiées pour ALPINE INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM et ALPINE STEEL.

Les sociétés repreneuses ont alors été considérées comme les ayant-droit de l'ancien exploitant, le tribunal ayant validé une offre de reprise visant l'ensemble des actifs corporels et incorporels.

Action de l'Administration

Plusieurs visites d'inspections de l'établissement ont été réalisées en 2022.

Lors d'une inspection réalisée le 16 septembre 2020, il a été constaté que les installations étaient à l'arrêt, que leur démantèlement avait commencé et que des déchets susceptibles d'engendrer des pollutions des sols et des eaux souterraines étaient présents.

Sur la base de ces constats, le préfet, par arrêté n° 2021-0027 du 2 mars 2021, a mis en demeure les 5 sociétés précitées, de manière solidaire, sous un délai de 2 mois :

- de présenter une demande d'autorisation de changement d'exploitant, conformément aux dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement,
- d'engager la procédure de mise à l'arrêt des installations en application de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Lors d'une inspection réalisée le 11 février 2022, il a été constaté que :

- les sociétés repreneuses n'avaient toujours pas présenté de demande de changement d'exploitant à leur bénéfice ni engagé de procédure de cessation des activités de l'établissement alors que le délai imparti par l'arrêté préfectoral du 2 mars 2021, était échu,
- plusieurs accidents, notamment deux incendies, le 7 décembre 2021 et le 19 janvier 2022, susceptibles d'avoir des conséquences sur l'environnement s'étaient produits sans que l'inspection des installations classées n'en ait été informée,
- des déchets en quantités importantes étaient présents sur le site.

Lors d'une inspection réalisée le 29 mars 2022, il a été constaté que :

- des déchets dangereux étaient présents en quantités importantes et stockés dans des conditions précaires susceptibles de générer des pollutions du sol et des eaux souterraines ainsi que de porter atteinte à la salubrité publique,
- le site était occupé par des tiers, exerçant des activités artisanales, à proximité immédiate des déchets.

Sur la base des constats réalisés lors des inspections du 11 février et du 29 mars 2022, le préfet a, par arrêté du 2 mai 2022, prescrit aux sociétés repreneuses :

sous un délai de 3 jours,

- la mise en place un gardiennage et d'une surveillance du site,
- l'interdiction de l'accès au site à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations. Cette interdiction ne s'appliquait toutefois pas à l'accès au bâtiment administratif situé à l'entrée du site avenue de la République à condition qu'un dispositif efficace de séparation empêchant l'accès au reste du site soit mis en place,

sous un délai de 15 jours,

- la réparation d'un certain nombre de structures endommagées lors des incendies,
- le nettoyage de plusieurs locaux et fosses,
- l'élimination dans des conditions réglementaires de l'ensemble des déchets et des produits dangereux présents sur le site,

sous un délai d'un mois,

- la réalisation d'une étude de sol destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site et à proposer des solutions destinées à stopper le rejet de polluant,

Par courrier du 12 mai 2022, la société ALPINE INDUSTRY, représentée par son directeur opérationnel Franck SUPPLISSON, a déposé un dossier ayant pour objet de :

- demander l'autorisation de changement d'exploitant à son bénéficiaire,
- notifier la cessation des installations classées de l'établissement.

Le dossier accompagnant la notification de cessation d'activité :

- propose un usage futur de type industriel des terrains de l'établissement dans le cadre de la réhabilitation à prévoir au titre de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement,
- précise les dispositions prises ou prévues pour mettre le site en sécurité au titre de l'article 512-39-1 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne l'évacuation des déchets dans les différents secteurs de production.

Les éléments du dossier transmis correspondaient aux dispositions des articles R.512-39-1 et R.516-1 du code de l'environnement. En l'absence de réponse et compte tenu du principe de « silence vaut accord » sous un délai de 3 mois, prévu par l'article R.516-1 précité, le 13 août 2022, la société ALPINE INDUSTRY a remplacé en qualité d'exploitant de l'établissement la SCOP Alpine Aluminium.

Par ailleurs, lors d'une inspection de l'établissement réalisée le 15 juin 2022, il a été constaté que l'essentiel des dispositions du 2 mai 2022 relatives au nettoyage des locaux et à l'élimination des déchets avaient été respectées à l'exception du nettoyage des sols de l'atelier de laminage et de l'atelier disque, de la transmission de quelques documents relatifs à l'élimination de déchets, et de l'interdiction d'accès.

Parallèlement, l'inspection des installations classées a été rendue destinataire d'un diagnostic de la pollution des milieux souterrains, sol, eaux souterraines et air du sol, réalisé par le bureau d'études Advice Environnement, daté du 29 juin 2022. Ce document comprend une étude historique de l'activité, une synthèse des études antérieures des milieux souterrains, dont la première remonte à 1995, ainsi que les résultats des investigations réalisées en 2020 et 2022 dans les milieux précités.

Le diagnostic conclut à l'existence de zones polluées qu'il définit de façon imprécise et à la nécessité de réaliser des analyses complémentaires ainsi qu'un plan de gestion dans le cadre de la réutilisation des terrains.

Enfin, l'étude évoque la possibilité que des cuves de fioul au sud du site et dont l'emprise aurait été réoccupée par un immeuble d'habitation et pourraient être à l'origine de la présence de polluants volatils, naphthalène, xylène et hydrocarbures C10-C40, dans un piézomètre situé dans l'emprise du site. Ces cuves auraient été installées dans les années 1950-1953 et démantelées entre 1977 et les années 2000. Ces éléments nous paraissent difficiles à exploiter en l'état et mériter des investigations complémentaires d'ordre documentaires et le cas échéant de terrain.

Toutefois, le diagnostic transmis n'a pas permis de répondre à la prescription de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 de caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site et de proposer des solutions destinées à stopper le rejet de polluant.

Derniers éléments de la procédure de liquidation judiciaire

Par jugement du 30 septembre 2022, le tribunal de commerce d'Annecy a prononcé la résolution du plan de cession de la SCOP Alpine Aluminium, arrêté par jugement du 3 décembre 2019 par ce même tribunal. Le 23 mai 2023, la cour d'appel de Chambéry a confirmé cette résolution. Précisons qu'une action en cassation avait été engagée par les représentants de la société ALPINE INDUSTRY mais que ce recours a été abandonné.

Le point 15 de l'article 3 de la directive 2010/75/UE précitée à laquelle est soumis l'établissement définit l'exploitant par : « toute personne physique ou morale qui exploite ou détient, en tout ou en partie, l'installation ou l'installation de combustion, l'installation d'incinération des déchets ou

l'installation de co-incinération des déchets, ou, si cela est prévu par le droit national, toute personne qui s'est vu déléguer à l'égard de ce fonctionnement technique un pouvoir économique déterminant ». En conséquence, la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, est redevenue définitivement l'exploitant de l'établissement le 23 mai 2023. Néanmoins, il appartient à la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, de demander à son bénéfice l'autorisation de changement d'exploitant en application des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement. Ce point a été examiné dans la fiche de constat n°1 ci-après.

Enfin, la mairie d'Annecy nous a prévenu d'une intervention des pompiers le 18 mars 2024 suite au constat d'une pollution du Thiou par des hydrocarbures au droit des berges de l'établissement. Nous avons en conséquence programmé la présente visite d'inspection de façon coordonnée avec Maître DESPRAT et avec les représentants de la commune. Sur site, Madame Armonie MATHIEU, membre de l'association la Ronde regroupant plusieurs artisans occupant des locaux sur le site a proposé de nous accompagner.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- désignation de l'exploitant
- procédure de cessation d'activité
- état du site.

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle et sa référence réglementaire ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Propositions de suites	Délais proposés
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 15/04/2022, art. R.516-1	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
3	Procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement du 26/12/2016, art. R.512-39-3	Prescriptions complémentaires	3 mois
4	Maintien en sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, art. 2	Mesures d'urgence	3 jours
5	Maintien en sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, art. 2	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	8 mois
6	Maintien en sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, art. 2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Maintien en sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, art. 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

Fiche de constats faisant l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, art. R.512-39-2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés nous proposons à Monsieur le Préfet de :

- mettre en demeure la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, la SELARL MJ Synergie, de :
 - faire application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précité et, dans ce cadre, d'évacuer et de traiter ces déchets sous un délai de 15 jours dans des filières autorisées à les traiter. Les documents justifiant de ces traitements devront être transmis à l'inspection des installations classées sous le même délai,
 - présenter sous un délai d'un mois une demande d'autorisation de changement d'exploitant conforme aux dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement pour l'usine de transformation de l'aluminium qu'elle exploite de fait au 74 avenue de la République Cran-Gevrier 74 960 ANNECY. Les dispositions de l'article précité relatives aux garanties financières ne sont pas applicables,
 - faire réaliser, sous un délai d'un mois, l'étude de sols prescrite par l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 2022 précité destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site et à proposer des solutions pour stopper le rejet de polluants,
 - interdire l'accès au site à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations (entreprises démantelant les installations, mettant en sécurité le site, reprenant les déchets, réalisant les investigations nécessaires aux diagnostics environnementaux) avant le 31 décembre 2024. Conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 mai 2022 précité, cette disposition ne s'applique pas à l'accès au bâtiment administratif situé à l'entrée du site, avenue de la République.

- En parallèle, au titre des dispositions de l'article L.512-20 du code de l'environnement et compte tenu de l'urgence, prescrire à la SCOP ALPINE ALUMINIUM, représentée par son liquidateur, la SELARL MJ Synergie :
 - le renforcement sous un délai de 3 jours la surveillance de l'établissement prescrite par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précité, afin de la rendre plus efficace et notamment de ne laisser entrer aucun déchet. Les dispositions prises dans ce cadre devront être transmises au préfet et à l'inspection des installations classées sous le même délai,
 - la mise en oeuvre sous un délai de 15 jours de mesures efficaces d'interdiction d'accès aux personnes étrangères aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations, aux locaux dangereux et en particulier aux sous-sols et aux anciennes halles de production qui ne sont pas occupées dans le cadre des activités professionnelles établies dans l'établissement. La liste des dispositions prises dans ce cadre, accompagnée de plans, ainsi que les moyens mis en oeuvre pour les faire respecter seront transmises au préfet et à l'inspection des installations classées sous le même délai.
- prescrire à la SCOP ALPINE ALUMINIUM, représenté par son liquidateur, la SELARL MJ Synergie, la transmission sous trois mois du mémoire prévu par l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Nous joignons au présent rapport :

- un projet d'arrêté de mises en demeure,
- un projet d'arrêté de mesures d'urgence,
- un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2022, article R.516-1
Thème : Situation administrative, Procédure de changement d'exploitant
<p>Prescription contrôlée : Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :</p> <p>...</p> <p>5° Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7 , susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent.</p> <p>...</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.</p> <p>...</p> <p>La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de</p>

garanties financières est adressée au préfet.
<p>Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles R. 181-45 et R. 512-46-22.</p> <p>Pour les installations mentionnées aux 1°, 2° et 5°, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.</p> <p>...</p>
<p>Constats : Par jugement du 30 septembre 2022, le tribunal de commerce d'Annecy a prononcé la résolution du plan de cession de la SCOP Alpine Aluminium qu'il avait arrêté le 3 décembre 2019. Le 23 mai 2023, la cour d'appel de Chambéry a confirmé cette résolution. Enfin, l'action en cassation d'abord engagée par la société ALPINE INDUSTRY a été abandonnée.</p> <p>Par ailleurs, le point 15 de l'article 3 de la directive 2010/75/UE précitée à laquelle est soumis l'établissement définit l'exploitant par : « <i>toute personne physique ou morale qui exploite ou détient, en tout ou en partie, l'installation ou l'installation de combustion, l'installation d'incinération des déchets ou l'installation de co-incinération des déchets, ou, si cela est prévu par le droit national, toute personne qui s'est vu déléguer à l'égard de ce fonctionnement technique un pouvoir économique déterminant</i> ». En conséquence, la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, est redevenue définitivement l'exploitant de l'établissement le 23 mai 2023.</p> <p>Dans ces conditions, il appartient à la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, de demander à son bénéfice l'autorisation de changement d'exploitant en application des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement.</p> <p>Nous proposons de mettre en demeure la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, de réaliser cette démarche sous un délai d'un mois. Précisons que l'article 14-I-3 de la loi 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a supprimé l'obligation de constituer des garanties financières pour la catégorie d'installations exploitées dans l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Procédure de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2 (version en vigueur au jour de la déclaration de cessation d'activité, le 12 mai 2022)
Thème : Risques chroniques, Détermination de l'usage futur du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la</p>

réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.
Constats : Par courrier du 22 août 2022, la société Alpine industry, propriétaire des terrains, a proposé au maire d'Annecy de retenir un usage industriel de l'intégralité du site. Ce courrier comprenait un lien de téléchargement d'un diagnostic de sol, dont le préfet a également été destinataire, intitulé « Alpine Industry SAS Cessation des activités polluantes du site » daté du 29 juin 2022.
En l'absence de réponse du maire dans les trois mois qui ont suivi, son avis est réputé favorable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédure de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/12/2016, article R.512-39-3
Thème : Risques chroniques, Phase de dépollution du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>...</p>
<p>Constats : À ce jour, aucun mémoire de réhabilitation du site n'a été transmis.</p> <p>Nous proposons au préfet de prescrire, par voie d'arrêté, la réalisation et la transmission d'un tel mémoire sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Maintien en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2
Thème : Risques accidentels, Prévention des risques d'accidents
<p>Prescription contrôlée : Les sociétés citées à l'article 1 du présent arrêté sont solidairement tenues de procéder dans les délais spécifiés à la mise en œuvre des mesures conservatoires suivantes visant à limiter les conséquences des différents incendies et pollutions intervenus sur le site qu'elles exploitent de fait au 74 avenue de la République à Annecy :</p>

...
<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un gardiennage et une surveillance du site. Les parties présentant des risques de pollution accidentelle de par les produits ou déchets encore présents devront être isolés au moyen de clôtures solides ; délai : 3 jours suivant la notification du présent arrêté,
...
<p>Constats : Le site est gardienné par la société ONEPROTECTEAM. Des agents sont chargés du contrôle des accès aux deux points d'entrée de l'établissement entre 6h00 et 22h00, et de la réalisation de rondes nocturnes.</p> <p>Le responsable du gardiennage du site nous a indiqué qu'il ne laissait entrer que les personnes et les véhicules pouvant attester avoir un lien avec les activités qui s'y déroulent. Il a toutefois précisé qu'il ne contrôlait pas le contenu des véhicules et notamment des camions qui pénétraient.</p> <p>Lors de l'inspection, des quantités importantes de déchets sans lien avec l'ancienne activité de la société Alpine Aluminium ont été constatées. Précisons que ces déchets n'étaient pas présents lors des précédentes inspections et que leur apport est récent compte tenu de leur aspect.</p> <p>Par courrier du 22 mars 2024, maître DESPRAT, en sa qualité de liquidateur de la SCOP Alpine Aluminium, a demandé à la société ONEPROTECTEAM d'être plus vigilante concernant les accès au site et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'interroger son personnel pour lui communiquer le nom des entreprises et des personnes à l'origine de ces dépôts dont les accès au site n'ont pu passer inaperçus, de contrôler le contenu des véhicules entrants sur le site afin de stopper ces dépôts. <p>Maître DESPRAT a en outre donné son accord pour l'installation de caméras aux endroits stratégiques où ont lieu ces dépôts.</p> <p>Nous proposons de prescrire, à titre de mesure d'urgence, le renforcement, sous un délai de 3 jours, de la surveillance de l'établissement prescrite par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précité, afin de la rendre plus efficace et notamment de ne laisser entrer aucun déchet. Les dispositions prises dans ce cadre devront être transmises au préfet et à l'inspection des installations classées sous le même délai.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 jours

N° 5 : Maintien en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2
Thème : Risques accidentels, Prévention des risques d'accidents
<p>Prescription contrôlée : Les sociétés citées à l'article 1 du présent arrêté sont solidairement tenues de procéder dans les délais spécifiés à la mise en œuvre des mesures conservatoires suivantes visant à limiter les conséquences des différents incendies et pollutions intervenus sur le site qu'elles exploitent de fait au 74 avenue de la République à Annecy :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> Interdire l'accès au site à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations (entreprises démantelant les installations, mettant en sécurité le site, reprenant les déchets présents, réalisant les investigations nécessaires aux diagnostics environnementaux); délai : 3 jours suivant la notification du présent arrêté. Cette interdiction ne s'applique pas à l'accès au bâtiment administratif situé à l'entrée du

site avenue de la République, à condition qu'un dispositif efficace de séparation empêchant l'accès au reste du site soit mis en place.
...
<p>Constats : Le site, hors bâtiment administratif, est aujourd'hui occupé par une trentaine d'artisans ou de petites entreprises qui exercent des activités professionnelles : ferronnerie, menuiserie, charpente, réparation automobile... en contradiction avec les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022. Précisons que les baux avec ces occupants ont été signés durant la période d'élaboration de cet arrêté par les exploitants de l'époque, les sociétés SAMFY INVEST, INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM SAS, ALPINE INDUSTRY et ALPINE STEEL SAS.</p> <p>Maître DESPRAT nous a indiqué que les baux arrivaient à terme, selon leur date de signature, à la fin de l'année 2024 et au début de l'année 2025.</p> <p>Compte tenu de cette perspective et pour que les locataires puissent retrouver un lieu d'activité hors du site, nous proposons de mettre en demeure la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, d'interdire l'accès au site à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations (entreprises démantelant les installations, mettant en sécurité le site, reprenant les déchets présents, réalisant les investigations nécessaires aux diagnostics environnementaux) avant le 31 décembre 2024. Conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 mai 2022 précité, cette disposition ne s'applique pas à l'accès au bâtiment administratif situé à l'entrée du site, avenue de la République.</p> <p>En parallèle, nous proposons, au titre des dispositions de l'article L.512-20 du code de l'environnement et compte tenu de l'urgence, de prescrire à l'exploitant la mise en oeuvre sous un délai de 15 jours de mesures efficaces d'interdiction d'accès aux personnes étrangères aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations, aux locaux dangereux et en particulier aux sous-sols et aux anciennes halles de production qui ne sont pas occupées dans le cadre des activités professionnelles établies dans l'établissement. La liste des dispositions prises dans ce cadre ainsi que les moyens mis en oeuvre pour les faire respecter seront transmises au préfet et à l'inspection des installations classées sous le même délai.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence.
Proposition de délais : avant le 31 décembre 2024

N° 6 : Maintien en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2
Thème : Risques accidentels, Prévention des risques d'accidents
<p>Prescription contrôlée : Les sociétés citées à l'article 1 du présent arrêté sont solidairement tenues de procéder dans les délais spécifiés à la mise en oeuvre des mesures conservatoires suivantes visant à limiter les conséquences des différents incendies et pollutions intervenus sur le site qu'elles exploitent de fait au 74 avenue de la République à Annecy :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> Faire éliminer l'ensemble des déchets et produits dangereux présents sur le site. L'élimination de ces déchets devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet dans le cadre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. L'ensemble des documents justificatifs de cette élimination devra être adressé à l'inspection des installations classées dès réception. Sont notamment concernés par cette élimination : <ul style="list-style-type: none"> le contenu des citernes présentes sur le site, les fûts présents dans le sous-sol de l'atelier de laminage,

<ul style="list-style-type: none"> ◦ le contenu des cuves de traitement et des bennes de transport des boues de la station d'épuration des eaux, ◦ les produits et déchets stockés sous un auvent au droit de la station d'épuration, ◦ les fûts contenant à priori des terres de filtration des fluides de laminage, ◦ les fûts contenant des laques et solvants, ◦ et tout produit ou déchet dangereux susceptible d'être présent sur le site. <p>Délai : 15 jours suivant la notification du présent arrêté.</p> <p>...</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, nous avons constaté la présence de quantités importantes de déchets en particulier dans les halles de laminage et dans des locaux annexes à ces halles, ainsi qu'à l'extérieur, à proximité du poste de garde nord. Il s'agissait pour l'essentiel de déchets non dangereux de type palette, bois d'ameublement et d'aménagement intérieur, portes et fenêtres, métaux divers matériaux de démolition, plastique... Nous avons également noté la présence de tôles ondulées en fibrociment et de bouteilles de gaz.</p> <p>Certain dépôts avaient été constitués en manipulant les déchets pour les stocker sur environ 4 mètres de hauteur. En revanche, dans les halles, la forme des dépôts montrait qu'il s'agissait de déchargement de camions avec une benne dont le stock avait gardé approximativement la forme.</p> <p>Ce constat contrevient aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précité.</p> <p>Nous proposons de mettre en demeure la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, la SELARL MJ Synergie, de faire évacuer et traiter ces déchets sous un délai de 15 jours dans des filières autorisées à les traiter et de transmettre, sous le même délai, les documents justifiant de ces traitements à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Maintien en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2
Thème : Risques accidentels, Prévention des risques d'accidents
<p>Prescription contrôlée : Les sociétés citées à l'article 1 du présent arrêté sont solidairement tenues de procéder dans les délais spécifiés à la mise en œuvre des mesures conservatoires suivantes visant à limiter les conséquences des différents incendies et pollutions intervenus sur le site qu'elles exploitent de fait au 74 avenue de la République à Annecy :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire réaliser par un bureau d'études spécialisé une étude de sols destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site, et à proposer des solutions destinées à stopper le rejet de polluants. ; délai : 1 mois suivant la notification du présent arrêté.
<p>Constats : L'inspection a été réalisée suite à une alerte de la commune d'Annecy, elle-même prévenue le 15 mars 2024 par l'association La Ronde qui regroupe plusieurs artisans travaillant sur le site, concernant une pollution du Thiou par des hydrocarbures le long des berges de l'établissement. Lors de l'inspection nous avons constaté la présence de boudins absorbants, disposés par les pompiers lors de leur intervention le 18 mars 2024 afin de limiter les atteintes au milieu à la sortie d'un émissaire de rejet de diamètre d'environ 1 mètre.</p> <p>Les fortes pluies des jours précédents le 15 mars 2024 ont pu être à l'origine de ces rejets.</p> <p>Une personne de l'association La Ronde rencontrée sur place nous a montré les photos prises lors</p>

de la pollution qui permettent de distinguer des irrisations notables dans le Thiou. Lors de la visite, de très faibles irrisations étaient encore visibles.

La prescription de l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 2022 de faire réaliser sous un mois par un bureau d'études spécialisé une étude de sols destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site, et à proposer des solutions destinées à stopper le rejet de polluants n'a pas été suivie d'effet.

Nous proposons de mettre en demeure la SCOP Alpine Aluminium de faire réaliser cette étude sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois